Le 03-02-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le président vénézuélien Nicolás Maduro, son épouse Cilia Flores et le journaliste Ignacio Ramonet lors de l’entretien à Caracas.

Nous reproduisons l'interview de Nicolás Maduro par Ignacio Ramonet réalisée à Caracas le 31 décembre 2025, parue sur le site *Venezuela infos*

Pour la dixième fois consécutive, le président vénézuélien Nicolás Maduro a accepté de nous accorder une « interview du Nouvel An ». Nous l’avons enregistrée à Caracas en fin d’après-midi, le

31 décembre, alors que la nuit commençait à tomber sur la magnifique capitale et que l'année 2025 touchait à sa fin. Cette fois, le président Maduro a proposé une « interview mobile » : converser à bord de sa voiture, qu'il conduisait lui-même, tandis que nous traversions les rues animées de la ville. À l'arrière se trouvaient Cilia Flores, son épouse et Freddy Ñáñez, le jeune vice-président à la Culture et à la Communication. Il n'y avait ni gardes du corps ni hommes armés visibles.

Les déclarations du président Maduro revêtent un intérêt particulier car, depuis plus de cinq mois, son pays subit la pression d'une puissante marine états-unienne stationnée au large de ses côtes. De plus, le président des Etats-Unis n'a cessé de proférer des menaces contre la souveraineté du Venezuela. Cette situation tendue place le président Nicolás Maduro au cœur même de la scène internationale.

Ignacio Ramonet : Monsieur le Président, je vous suis très reconnaissant de m'accorder, pour la dixième fois consécutive, cette interview de Nouvel An. Je sais que votre emploi du temps est très chargé, surtout dans le contexte actuel… J'aimerais commencer par une question économique : un rapport vient d'être publié par la CEPAL (ONU, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) qui indique que le Venezuela connaîtra la plus forte croissance économique d'Amérique latine en 2025, estimée à 6,5 %. Ma question est la suivante : comment, dans un pays sous blocus, soumis à tant de mesures coercitives unilatérales et illégales, et actuellement sous la menace militaire sérieuse des États-Unis, peut-il réaliser ce « miracle économique » ?

Nicolás Maduro : Cela fait deux ans de suite que le Venezuela affiche la plus forte croissance de l'économie réelle en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous avons enregistré vingt trimestres consécutifs de croissance depuis notre essor en 2021. Je me souviens que lorsque je vous ai présenté le plan économique pour l'interview que vous avez publiée le 1er janvier 2022, et que vous pouvez consulter, nous avions évoqué la conception d'un système de moteurs économiques, permettant à chacun de fonctionner de manière autonome. Ces moteurs étaient profondément ancrés dans la réalité vénézuélienne ; nous ne les avions pas inventés. Le développement de chaque moteur, tant par sa capacité de croissance réelle que par la coordination de l'ensemble des moteurs, commençait déjà à porter ses fruits.

En 2021, nous avons connu nos deux premiers trimestres de croissance fulgurante, en plein cœur de la pandémie de COVID-19. J'ai mis au point la méthode désormais connue sous le nom de Méthode 7×7, qui nous a permis d'amorcer cette croissance. D'un point de vue spirituel, on parle de « miracle », mais du point de vue de l'identité vénézuélienne, je dirais que la croissance de cette nouvelle économie – qui compte aujourd'hui 14 secteurs – est le fruit de la volonté d'entreprendre et de la capacité de toute la société à se reconstruire, à se réinventer. Familles vénézuéliennes, hommes, femmes, entrepreneurs, chefs d'entreprise, ouvriers – tous se sont réinventés. Des commerces les plus simples : vente de café, vente d'arepas (1)… Les gens se sont reconstruits, les campagnes se sont reconstruites et la production a repris… Alors qu'on disait toujours que c'était impossible. Produire de la nourriture au Venezuela : viande, lait, poulet, maïs, riz, etc. Tout ce qui s'achetait auparavant grâce à l'argent du pétrole. Le boom pétrolier avait tout bouleversé.

Nous n'avions pas choisi ce modèle rentier dépendant du pétrole. Quand je suis né en 1962, ce modèle capitaliste dépendant du pétrole nous avait déjà été imposé. Nous étions une colonie pétrolière états-unienne. Ce que nous avons choisi, c'est de jeter les bases pour nous affranchir de la rente pétrolière, pour construire notre propre modèle. Le commandant Chávez nous a laissé les grandes lignes du « Plan de la Patria » (Plan pour la Patrie), et nous les avons mises à l'épreuve au pire moment possible, au milieu du blocus qu'ils nous ont imposé, lorsqu'ils nous ont privés de 99 % de nos revenus pétroliers…

À cette époque, rien ne se produisait au Venezuela. Et, sans ressources, nous ne pouvions plus rien importer… C'est alors que nous nous sommes dit : allons de l'avant, relevons le défi. Et c'est ce qui s'est passé : le Venezuela a grandi, tant sur le plan spirituel que sur le plan de la doctrine économique. Nous avons conçu une économie réelle, fondée sur des valeurs authentiques, qui est progressivement devenue une nouvelle force productive. En 2024, nous avons enregistré une croissance de 9 %, et en 2025, elle devrait se situer aux alentours de 9 %, voire davantage. Qu'est-ce qui croît ? L'économie réelle, celle qui produit des biens et des services, qui génère de la richesse à un stade avancé, ce qui est véritablement stupéfiant. Car, je le répète, l'économie réelle est en croissance ; chacun des 14 moteurs de croissance est en croissance. Et le grand défi à présent – ??comme je l'ai dit – est que ces 14 moteurs mettent en œuvre une stratégie visant à réduire, voire à éliminer presque radicalement, toutes les importations. Nous devons impérativement réaliser tout cela au Venezuela.

Deuxièmement, nous devons diversifier nos exportations au-delà du pétrole. Il nous faut de nouvelles sources de devises étrangères. Troisièmement : approvisionner le marché. Mais j'estime que la meilleure approche consiste à remplacer radicalement toutes les importations, absolument toutes, jusqu'à atteindre zéro importation. Et produire tout ce dont nous avons besoin pour continuer à approvisionner 100 % du marché intérieur.

IR : l'alimentation ?

Nicolás Maduro : Non, absolument tout. On parle des services publics, des biens, de tous les besoins du pays, des vêtements, des chaussures, de tout, de la production de tout.

IR : et les véhicules ?

Nicolás Maduro : oui, les véhicules, bien sûr. Et troisièmement : poursuivre la croissance du principal moteur : les exportations hors pétrole. Continuer à développer les exportations de produits de la mer, de produits biologiques… Continuer à exporter notre café, le meilleur au monde ; exporter du chocolat, du cacao, etc. Nous avons déjà progressé ; nos exportations augmentent sans cesse. Notre économie doit donc relever d'importants défis pour poursuivre son développement. Car personne ne peut encore crier victoire. Le processus est toujours en cours, la construction se poursuit. Et les 14 secteurs ont fait preuve d'un grand dynamisme. La bonne nouvelle, c'est que, pour la deuxième année consécutive, depuis un Venezuela assiégé et menacé, nous sommes à la pointe de la croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est une excellente nouvelle.

IR : Monsieur le Président, ce succès économique n'exclut pas une nouvelle hausse de l'inflation. Je vous demande, dans ce contexte géopolitique très difficile, quelles stratégies votre gouvernement met-il en œuvre pour maîtriser l'inflation, stabiliser la monnaie et améliorer le pouvoir d'achat des retraités, des travailleurs et des salariés ?

Nicolás Maduro : Tout d'abord, notre stratégie s'est avérée parfaitement juste : l'indexation. Ce n'est pas une pratique dont on parle beaucoup à l'échelle mondiale… C'est une formule que nous avons testée… L'indexation, conjuguée à l'entrepreneuriat, aux entreprises familiales et aux coopératives de travailleurs, a permis au Venezuela de se doter d'un marché intérieur parmi les plus performants au monde, et de ce que j'appelle, depuis septembre 2024, une « surchauffe du commerce intérieur ». Actuellement, en décembre 2025, les échanges commerciaux et la consommation ont progressé de 34 %, ce qui témoigne d'une surchauffe très importante. Or, les produits nationaux couvrent déjà 90 % de la demande totale sur le marché intérieur. Et la croissance

des échanges s'élève à nouveau à 34 % cette année… Ce qui signifie que les familles vénézuéliennes disposent d'un réel pouvoir d'achat et d'une réelle capacité de consommation. Et les familles vénézuéliennes en sont conscientes. Mais il est essentiel de consolider ce modèle.

L'autre problème concerne les attaques spéculatives persistantes contre notre monnaie, le bolivar. Nous sommes parvenus à le surmonter progressivement. Car cela est devenu ce que l'on pourrait appeler l'objectif principal de l'extrême droite et des campagnes impérialistes de menaces et de blocus économiques.

L'un de leurs objectifs, avec cette affaire d'attaques contre des pétroliers et de vente de pétrole vénézuélien, est de perturber une fois de plus le système monétaire et les équilibres que nous avons déjà établis et consolidés. C'est une perturbation que nous savons gérer, à laquelle nous allons faire face, et lorsque nous réaliserons notre entretien dans un an, vous constaterez que nous l'aurons déjà surmontée.

IR : Monsieur le Président, je souhaite aborder un autre sujet insuffisamment discuté : l'originalité du modèle politique vénézuélien. Cette année, en 2025, vous avez fortement mis en avant l'État communal, et je vous demande, dans le contexte actuel de nombreuses menaces pesant sur le Venezuela, pourquoi avoir choisi de renforcer l'autogestion populaire plutôt que de centraliser le pouvoir ? La Commune est-elle la réponse politique bolivarienne au modèle démocratique libéral dominant en Occident ? Envisagez-vous un nouveau modèle spécifique de démocratie vénézuélienne ?

Nicolás Maduro : Je crois que ce modèle est né avec Le Livre Bleu (2). Dès 1990, le commandant Chávez parlait de « démocratie bolivarienne », de démocratie populaire. Sans aucun doute, la démocratie occidentale, la démocratie classique qu'ils qualifient de libérale, est arrivée à un point de non-retour. Elle ne représente plus le peuple ; ce sont des démocraties sans peuple ; des démocraties manipulées, facilement manipulables ; des démocraties pour les minorités ; et, de plus en plus, des démocraties qui fonctionnent selon les intérêts des milliardaires et des grandes entreprises… Ce sont des démocraties soumises à la manipulation des réseaux sociaux, à la manipulation émotionnelle qu'ils opèrent. Par conséquent, la communauté, le citoyen, n'a aucun pouvoir dans ces démocraties. Fondamentalement. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe aucune expérience positive dans ce qu'ils appellent la « démocratie occidentale ». Bien sûr que si.

Nous, dès le début, nous avions ici notre propre projet original, inspiré par Bolívar, Simón Rodríguez et Ezequiel Zamora. Le commandant Chávez, dans Le Livre Bleu propose de refondre la démocratie par un processus constituant populaire. Et de repenser la formule démocratique pour construire une démocratie au quotidien. Une démocratie permanente. Une démocratie du peuple. Où le pouvoir absolu appartient au peuple. Et qu'est-ce que le pouvoir ? Premièrement, le pouvoir politique. Décider. Décider des politiques publiques. Deuxièmement, le pouvoir économique. Décider des budgets. Décider du budget national. Et troisièmement, le pouvoir de la culture. Le pouvoir de l'éducation. Voilà ce que nous construisons. Le commandant Chávez a fondé les Conseils communaux. Et tu te souviens sans doute comment Chávez me l'a confié, et à tous. Il m'a dit : « Nicolas, me saisissant l'épaule, je te confie le projet des communes comme si je te confiais ma propre vie. »

Quand il a dit ça, j'ai ressenti le poids de siècles tomber sur mes épaules, j'étais juste à côté de lui… Mais heureusement, notre peuple a pris ce poids sur ses épaules, et maintenant il ne me pèse plus. Voyez, mes épaules sont libres, car notre peuple pratique désormais la démocratie directe.

Concrètement, cette année, nous avons tenu quatre consultations nationales organisées par les autogouvernements communards qui décident, votent pour leurs projets. Bien sûr, pour l'AP, EFE, CNN, UPI, AFP, pour les médias occidentaux, notre démocratie directe n'existe pas. Pour eux, il n'y a qu'une attaque constante contre le Venezuela bolivarien. Mais je lance un défi à quiconque souhaite débattre, quel que soit son nom, quelle que soit sa position : je les invite à débattre dans n'importe quel quartier de Caracas, à débattre avec notre peuple, pas avec moi. Qu'ils débattent avec le peuple. Ainsi, ils pourront constater comment se construit une nouvelle démocratie.

Nous ne prétendons pas être un modèle pour qui que ce soit, mais nous sommes fiers de ce que nous construisons. Les gens s'émancipent, tracent leur propre chemin et se développent. Nous avons mené quatre consultations, une par trimestre, et cette année, nous avons également approuvé 33.000 projets communaux qui ont été financés et réalisés. Il s'agit notamment de travaux publics, de centres de santé, de dispensaires, d'écoles, de lycées, de routes, d'autoroutes, d'infrastructures, de centres pour personnes âgées, de centres de jeunesse, et bien plus encore. Il s'agit de résoudre les problèmes.

D'où viennent les projets ? De l'assemblée de quartier. Et comment sont-ils approuvés ? Pas par un maire, ni par un ministre, ni par un président. Ce n'est pas moi qui les approuve pour cette commune ; je ne dis pas : « *Écoutez, faites ceci pour nous* », non. C'est le peuple qui les approuve par son vote. 33.000 projets… Plus de 330 millions de dollars ont été investis. D'où viennent ces 330 millions de dollars ? Leur équivalent en bolivars provient des 14 moteurs, des impôts perçus, des exportations, du pétrole, des pétroliers qui partent… Tout cela est ensuite transformé en travaux d'intérêt général ; cela apporte des solutions aux besoins.

Je crois donc que nous construisons une démocratie dynamique et continue de participation directe, où le pouvoir appartient au peuple et où seul le peuple décide. C'est pourquoi je fais mienne la phrase de Chávez : « Ce n'est pas un homme, c'est un peuple. » Ce n'est pas Maduro, c'est une République, c'est un peuple. Ce que fait Maduro, c'est être le relais d'un pouvoir qui est le pouvoir du peuple. »

IR : Combien y a-t-il actuellement de communes dans le pays ?

Nicolás Maduro : Il existe 49.000 conseils communautaires et 4100 communes. Cependant, nos consultations trimestrielles sont organisées en 5.336 circuits communaux. Comment cela fonctionne-t-il ? Dans les communes, la commune coordonne les conseils communaux : on parle alors de circuit communal. Là où il n'existe pas encore de communes, des circuits communaux sont mis en place pour permettre aux citoyens de voter et de décider. C'est donc un modèle que nous avons développé nous-mêmes. Nous ne l'avons copié de personne.

IR : Et cela est-il vrai aussi bien en ville qu'à la campagne ? Aussi bien dans la capitale que dans les États ?

Nicolás Maduro : Oui. Du nord au sud, d'est en ouest. Que vous alliez dans la montagne la plus reculée, dans le hameau, à la campagne, dans n'importe quel quartier, vous y trouverez un conseil communal, une commune, un porte-parole, une direction. 70 % des postes de direction sont occupés par des femmes. L'objectif est donc d'atteindre en 2026 le big bang du pouvoir démocratique du Venezuela.

IR : Monsieur le Président, vous avez critiqué et dénoncé – vous venez de le faire – l'existence d'une guerre médiatique et cognitive contre le Venezuela et contre le processus bolivarien.

Comment votre gouvernement s'y prend-il pour que la vérité sur ce qui se passe ici parvienne à l'opinion publique internationale ? Surtout à une époque où la communication est dominée par les réseaux sociaux.

Nicolás Maduro :Nous avons créé un système national qui commence déjà à avoir un impact international, et que j'appelle dans un livre que j'ai publié, une sorte de manuel : Des rues aux réseaux, des réseaux aux médias, des médias aux murs. Et la Radio Bemba (3), qui ailleurs s'appelle Boca Oreja.

Nous avons donc mis en place ce système. Il reste encore beaucoup à faire, mais je suis vraiment heureux de voir comment des millions d'hommes et de femmes, ici au Venezuela et dans le monde entier, défendent la vérité sur le Venezuela.

La guerre est cognitive car elle se joue dans le cerveau ; le cerveau gère les émotions et les concepts. Pour contrer cette guerre cognitive, nous devons renforcer notre conscience, nos valeurs et notre spiritualité, et mener le combat par la vérité. Notre arme la plus puissante n'est pas un missile nucléaire ; notre arme la plus puissante, c'est la vérité sur le Venezuela, une vérité irréfutable et accablante. Lorsque l'on nous donne l'occasion de la dire, la lumière se fait pour le bien de notre pays. Nous défendons notre droit à la paix, notre droit à la souveraineté nationale, notre droit au droit international qui garantit l'autodétermination des peuples. Nous défendons notre droit à un avenir et au développement.

Ce sont là des droits fondamentaux garantis par les Nations Unies et tous les traités internationaux : le droit au développement des peuples, le droit à un avenir, le droit à la paix. Nous défendons également une histoire glorieuse, celle des libérateurs de l'Amérique. Aussi, je crois que ce système de rues, de réseaux, de médias et de murs se renforcera et nous permettra, en 2026 et dans les années à venir, de faire connaître le Venezuela pour sa vérité et non pour les manipulations et les attaques ignobles qu'il perpètre.

IR : Monsieur le Président, précisément à cet égard, de récents sondages indépendants montrent qu'il existe actuellement un large consensus au sein de la population vénézuélienne pour rejeter les menaces militaires états-uniennes. Comment interprétez-vous ce soutien populaire et quelles stratégies mettez-vous en œuvre pour maintenir l'unité du peuple vénézuélien ?

Nicolás Maduro : Je crois que les gens, surtout à travers le monde – et je parle en toute sincérité, car j'ai grandi dans la simplicité – doivent comprendre que les peuples du Sud ont le droit d'exister, de vivre. Je ne suis pas un magnat, je ne veux pas l'être ; je veux rester un homme du peuple, gouvernant pour le peuple et avec le peuple. Aujourd'hui, le monde doit comprendre, l'opinion publique états-unienne doit comprendre, que les peuples du Sud ont le droit d'exister, de vivre… Qu'un nouveau modèle colonial, un nouveau modèle hégémonique, un nouveau modèle interventionniste, ne peut être imposé par la doctrine Monroe, ni par aucune autre doctrine – un modèle où les pays devraient se résigner à être des colonies d'une superpuissance, et où nous, les peuples, serions les esclaves de nouveaux maîtres… C'est irréalisable. Au XXIe siècle, c'est totalement irréalisable. Et il faut tenir compte des chiffres que donnent les sondages. J'imagine qu'aux plus hauts niveaux de décision aux États-Unis, au sein du gouvernement en général, dans toutes les institutions, ils doivent disposer de données fiables sur le comportement des citoyens, car il existe quelque chose qu'ils appellent désormais…Big Data et ils le font avec l'intelligence artificielle qui permet de connaître l'opinion publique de tous les pays…

Je vais te confier un secret, tu peux me le dire ?

IR : C'est pour ça qu'on est là, c'est une confession…

Nicolás Maduro : (rire) Nous avons développé une intelligence artificielle avancée et Big Data et l'intelligence artificielle comme dans de nombreux pays. Ce n'est pas compliqué à comprendre. Nous possédons cette technologie ; ce n'est pas seulement l'un de nos moyens d'analyser les événements publics, mais aussi ceux d'autres pays… Ces puissances mondiales la possèdent également, et elles doivent savoir que la réaction immunitaire de la société vénézuélienne face à l'agression et au vol de son pétrole a été un rejet à 95 %. Le gouvernement états-unien actuel doit savoir qu'au Venezuela et en Amérique latine – mais je parle ici du Venezuela ; je ne te donnerai pas de données pour l'Amérique latine, nous pourrons en reparler un autre jour, lors d'une autre conversation en janvier – il doit savoir que 95 % des citoyens rejettent les agissements du gouvernement états-unien actuel lorsqu'il menace militairement le Venezuela. C'est la réaction immunitaire de toute la société vénézuélienne. Ils doivent savoir que la personne qu'ils ont placée à la tête de la droite est très isolée et rejetée au Venezuela.

Aujourd'hui, on pourrait dire que les États-Unis n'ont aucun allié politique au Venezuela, car cette femme, María Machado – surnommée « La Sayona »(4) au Venezuela – a un taux d'impopularité de 85 %, ce qui représente un rejet total de la société vénézuélienne. Ni elle ni ce qu'elle représente ne seront jamais en mesure de gouverner ce pays.

Je sais qu'ils le savent. Ils le savent au Nord, et le monde entier le sait. Et ils doivent savoir que nous, les forces patriotiques du pays, le président Maduro, et bien au-delà du PSUV (5), bien au-delà du Grand Pôle Patriotique (6), nous bénéficions actuellement d'un soutien de plus de 70 % dans le combat que je mène pour la défense de la souveraineté nationale et pour la paix. Plus de 70 %. Nous n'avons jamais atteint de tels chiffres. Le commandant Chávez a bénéficié d'un soutien constant ici, tout au long de son mandat, et nous avons incontestablement gagné des soutiens à différentes étapes, comme nous l'avons démontré lors des élections. Ce sont donc des chiffres très éloquents qui témoignent de l'état de l'opinion publique nationale et de la manière dont le Venezuela a atteint un niveau de consensus et d'unité nationale sans précédent. Du jamais vu ! Je l'appelle l'union parfaite entre la population, l'armée et la police, mais on pourrait même parler de l'union la plus large de tous les secteurs, l'unité nationale la plus forte que nous ayons jamais connue.

Il s'agit de la réponse immunitaire naturelle de la société vénézuélienne à l'agression illégale, disproportionnée, menaçante et belliciste que nous subissons depuis 28 semaines consécutives.

IR : Parlons donc de la menace militaire états-unienne. Le Venezuela est confronté à cette menace navale au large de ses côtes depuis plus de cinq mois. Nombreux sont ceux qui se demandent comment interpréter les intentions des États-Unis. Que cherche Washington ? Veulent-ils vous contraindre à briser la cohésion nationale dont nous venons de parler, l'unité de la Révolution bolivarienne, l'unité des Forces armées nationales bolivariennes ? Ou tentent-ils de lancer une véritable attaque pour procéder à ce qu'on appelle un « changement de régime » ? Comment interprétez-vous cette menace ?

Nicolás Maduro : Je pense qu'il existe un débat ouvert au sein de la société états-unienne, et ici au Venezuela également : que cherche à obtenir le gouvernement des Etats-Unis actuel avec toutes ces menaces ? Des menaces inhabituelles, illégales, voire extravagantes.

Quel est leur but ? Que recherchent-ils ? Il est clair qu'ils cherchent à imposer leur volonté par la menace, l'intimidation et la force. Tout cela viole le droit international et la paix, établis après la

Seconde Guerre mondiale avec la fondation des Nations Unies en 1945 – dont on a récemment célébré le 80e anniversaire. Et le droit international, la Charte des Nations Unies qui constitue le fondement du droit international depuis l'après-guerre, interdit et condamne expressément tout État menaçant un autre par l'usage de la force. Elle l'interdit, la condamne et l'érige en crime international. Elle condamne et interdit également le recours à la force par un État contre un autre. Entre autres dispositions…

Cela a des implications juridiques considérables. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international, et la situation soulève également d'importantes questions éthiques et morales. Car le peuple états-unien doit se demander s'il a élu son gouvernement actuel pour qu'il lance une nouvelle fois des interventions militaires en Amérique latine. Au public états-unien, aux médias, mais surtout aux citoyens ordinaires, à la jeunesse des États-Unis, à la communauté chrétienne, à mes frères et sœurs chrétiens – je suis moi-même membre d'une église – je pose la question : est-il éthique, moral et conforme aux valeurs chrétiennes d'agir comme le fait votre gouvernement ?

Ont-ils élu leur gouvernement pour qu'il relance les interventions militaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, pour qu'il cherche à changer le régime par la force, pour qu'il orchestre des coups d'État, pour qu'il les encourage, pour qu'il entame les préparatifs d'une grande guerre, une de ces guerres « éternelles » ? car je l'ai dit dans mes discours et dans mes chansons… « Non à la guerre, pas de folie guerrière... Oui à la paix. » Je l'ai dit, je l'ai même répété – et c'est devenu une chanson – j'ai dit non à une autre guerre du Vietnam. Êtes-vous fiers, aux États-Unis, de ce qui s'est passé au Vietnam ? Je ne le crois pas.

Si tu fais un sondage, 80 % de la population états-unienne ne souhaite pas de nouvelle guerre du Vietnam. Elle ne souhaite pas une nouvelle guerre comme en Afghanistan. Est-elle fière de l'Afghanistan ? Vont-ils importer une guerre du Vietnam, une guerre d'Afghanistan, une guerre d'Irak, une guerre de Libye ici, dans les Caraïbes, en Amérique du Sud ? Ce ne sont que des suppositions. La politique actuelle du gouvernement états-unien est contraire aux aspirations de la société états-unienne et de l'Humanité. Car l'Humanité aspire au dialogue, à la diplomatie, à la paix, au respect entre les États, au respect entre les peuples. Nous agissons dans le cadre de notre droit. En tant que Président, j'agis dans le cadre de notre droit. Nous agissons dans le cadre de notre droit, du droit international et de la Constitution. Nous défendons ce qui nous est le plus sacré : notre terre, nos ressources naturelles. Car quel est le but ? Quel est le but du gouvernement actuel des États-Unis ? Ils l'ont déjà dit. N'est-ce pas ? S'emparer de tout le pétrole du Venezuela. Ils l'ont déjà dit. L'or. Les terres rares. Les richesses du Venezuela. Il existe une expression espagnole qui dit : « *Comme ça, non ! Comme ça, non !* » Nous voulons la paix. Nous voulons le respect du droit international. Espérons que, dans les semaines et les mois à venir, la société états-unienne et la société mondiale sauront trouver des solutions pour dissiper et mettre fin à cette menace.

IR : Les médias états-uniens les plus réputés ont déjà affirmé que certains arguments avancés par leur administration dans le cadre de cette campagne de pression contre le Venezuela – par exemple, l'affirmation selon laquelle le Venezuela serait un « pays producteur de cocaïne » – sont faux. Il ne s'agit pas d'une déclaration du gouvernement vénézuélien, mais des médias états-uniens eux-mêmes. Cela ne correspond en rien à la réalité telle que la démontre toute personne connaissant le sujet. Quant à la question du pétrole, la déclaration du président états-unien selon laquelle il désapprouve la « nationalisation du pétrole » de 1976, soit bien avant le chavisme, est également absurde. Par conséquent, les arguments concrets justifiant cette pression militaire restent flous.

Nicolás Maduro : Écoute, concernant la drogue, je peux t'en parler. Le Venezuela possède un modèle, je dirais, parfait, pour lutter contre le trafic de drogue. Aujourd'hui, nous avons réussi à

détruire le quarantième avion étranger utilisé par les trafiquants de drogue colombiens. Comment ? Avec un chasseur Sukhoi vénézuélien. Chapeau aux pilotes ! Aujourd'hui, lors d'un combat dans la région vénézuélienne du Llano (7), le dernier chef opérationnel du gang Tren del Llano a été neutralisé à Guárico, ainsi que quatre de ses hommes de main. Il était le dernier survivant du Tren del Llano. Nous avons un modèle parfait pour lutter contre le trafic de drogue et ses organisations criminelles. Toute la cocaïne qui circule dans cette région est produite en Colombie. Absolument toute. Nous sommes victimes du trafic de drogue colombien. Non seulement aujourd'hui, mais depuis des décennies. Et grâce à notre modèle, nous avons réussi par le passé à maîtriser l'impact du trafic de drogue colombien sur le Venezuela.

Nous sommes donc confrontés à une lutte acharnée à la frontière. Nous consacrons des milliards en ressources au déploiement de policiers, de soldats et aux opérations, car la frontière colombienne est totalement dépourvue de protection militaire et policière. Nous avons créé trois zones de paix le long des 2.200 kilomètres de frontière avec la Colombie. Mais nous ne bénéficions d'aucune coopération de la part des Colombiens. Nous devons donc tout faire nous-mêmes.

Et de ces quarante avions abattus, tous venaient de Colombie… La loi étant en vigueur, la loi d'interdiction, ils ont été prévenus à temps, tout ce qui devait être fait a été fait, et puis, bang bang bang, les roquettes des Sukhoi ont fait le travail. Aujourd'hui, nous avons abattu 431 avions étrangers et colombiens transportant de la drogue… dans le respect de la loi. Nous disposons donc d'un modèle exemplaire et très efficace.

Tout le reste, vois-tu, fait partie d'un récit auquel même aux États-Unis, on ne croit pas une seconde. Et, tout simplement, puisqu'ils ne peuvent pas m'accuser, puisqu'ils ne peuvent pas accuser le Venezuela de posséder des armes de destruction massive, puisqu'ils ne peuvent pas nous accuser de posséder des missiles nucléaires, de préparer une arme nucléaire, de posséder des armes chimiques, alors ils ont inventé une accusation que les États-Unis savent aussi fausse que celle concernant les armes de destruction massive, accusation qui les a entraînés dans une guerre sans fin.

Aux États-Unis, on sait que c'est faux. Il faut donc, à mon avis, mettre tout cela de côté et entamer un dialogue sérieux, en se basant sur des faits. Le gouvernement états-unien le sait, car nous l'avons dit à nombre de ses porte-parole : s'il souhaite des discussions sérieuses sur un accord de lutte contre le trafic de drogue, nous sommes prêts. S'il veut du pétrole vénézuélien, le Venezuela est prêt à accueillir des investissements états-uniens, comme ce fut le cas avec Chevron, on peut en parler quand, et où ils veulent.

Aux États-Unis, il faut qu'ils comprennent que s'ils veulent des accords de développement économique globaux, ici au Venezuela aussi – je l'ai dit mille fois – il faut regarder ce qui s'est passé avec la question migratoire. Je me dois de vous le dire car nous avions conclu un accord le 31 janvier 2024 avec l'envoyé Rick Grenell. Il fonctionnait parfaitement, et il y a trois semaines, les autorités états-uniennes ont cessé de rapatrier des migrants au Venezuela, tout simplement. Elles parlent sans cesse de migration, mais ce sont elles qui ont suspendu l'accord, entre autres. S'il y avait un minimum de rationalité et de diplomatie, ces questions pourraient être abordées, et nous avons la maturité et l'autorité nécessaires. D'ailleurs, nous sommes des gens de parole, Ramonet. Nous sommes des gens sérieux. Et un jour, on pourra en discuter, avec le gouvernement actuel ou le prochain.

IR : Monsieur le Président, une question très importante. D'après les dernières déclarations à Washington, une sorte d'« attaque terrestre » aurait eu lieu au Venezuela, visant prétendument une

usine de production de drogue. Votre gouvernement n'a ni confirmé ni infirmé cette information. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Nicolás Maduro : écoute, c'est un sujet que nous pourrions aborder dans quelques jours, dans un deuxième épisode de ce podcast ? Ce que je peux te dire, c'est que notre système de défense nationale, qui réunit les forces populaires, militaires et de police, a garanti et continue de garantir l'intégrité territoriale, la paix du pays et le droit de jouir pleinement de notre territoire. Notre peuple est en sécurité et vit en paix.

IR : Vous avez eu une conversation directe avec le président Donald Trump, n'est-ce pas ? Et récemment, il a été dit qu'il y avait eu une deuxième conversation. Pouvez-vous confirmer si cette deuxième conversation avec le président Trump a bien eu lieu ?

Nicolás Maduro : j'ai vu des rumeurs concernant une seconde conversation. Nous, Ramonet, n'avons eu qu'une seule conversation. Il m'a appelé vendredi dernier, le 21 novembre, depuis la Maison Blanche, et j'étais au palais de Miraflores. Nous avons parlé pendant 10 minutes. C'était une conversation, comme je l'ai dit, respectueuse, très respectueuse et cordiale.

IR : Que vous a dit le président Trump ?

Nicolás Maduro : la première chose qu'il m'a dite, c'est : « *Monsieur le Président Maduro* ». Et je lui ai dit : « *Monsieur le président Donald Trump* ». Et je crois même que cette conversation était agréable. Mais les événements qui ont suivi ne l'ont pas été. Attendons, prenons patience. Je m'en remets à Dieu. Surtout en ce 31 décembre. Sous un ciel magnifique et majestueux, aux teintes chatoyantes du crépuscule, dans cette paisible et belle Caracas; Dieu sait ce qu'il fait. Agissons avec éthique, avec moralité, avec patriotisme, avec amour pour notre pays.

D'ici 2026, que j'ai baptisée « l'année du défi admirable », nous surmonterons les troubles et les problèmes, et nous pourrons poursuivre la consolidation du Venezuela en tant que pays en paix. Et au peuple des États-Unis, je le répète : ici, au Venezuela, vous avez une nation sœur. Au peuple des États-Unis, je dis même : vous avez ici un gouvernement ami. Je connais bien les États-Unis ; j'y ai beaucoup voyagé : à New York, Boston, Baltimore, Philadelphie, dans le New Jersey, dans le Queens, à Manhattan, à Washington…

Je l'ai dit au président des États-Unis. Je connais très bien cette avenue Constitution. C'est absolument magnifique. Pennsylvania Avenue, où se dresse la statue de Bolívar. Le Lincoln Memorial, qui est splendide. J'y ai beaucoup circulé en voiture. Les états-uniens doivent savoir qu'ils vivent ici avec un peuple amical et pacifique, et un gouvernement amical également ; ils doivent le savoir. Et notre devise est très claire :Non à la guerre, oui à la paix.

IR : Dernière question, Monsieur le Président, précisément sur ce point. Ces dernières semaines, malgré cette pression indéniable, nous vous avons vu très actif publiquement et largement soutenu par la population. Autrement dit, vous n'êtes pas retranché dans un bunker, à l'abri de cette menace. Vous êtes entouré de gens, et certains de vos discours ont fait le tour du monde. C'est précisément ce slogan qui a marqué les esprits. « Non à la guerre, oui à la paix »… et les différentes chansons que vous avez composées. Je crois que les réseaux sociaux vous ont témoigné une grande sympathie. Et j'aimerais que nous terminions par une réflexion personnelle de votre part : comment vivez-vous cette situation personnellement, psychologiquement et spirituellement, face à la menace d'une attaque de la première puissance militaire mondiale ?

Nicolás Maduro : J'ai un refuge infaillible : Dieu Tout-Puissant. J'ai confié le Venezuela à notre Seigneur Jésus-Christ. Il est le Roi des rois. Le Roi de notre patrie. Je me confie à lui chaque jour. Je lui confie notre patrie. Toujours, pas seulement maintenant, toujours. Et de plus, le peuple est notre plus grand rempart, notre plus grande source d'inspiration, notre plus grande énergie. Car c'est de ce peuple que nous tenons tout ce que nous sommes.

Et pour ce peuple, nous donnons tout ce que nous sommes. Je ne suis pas simplement moi-même. Je représente un projet historique de 500 ans de lutte. Je pourrais vous dire : « *Je suis Guaicaipuro* (8)*, je suis Zamora* (9)*, je suis Chávez* », car je suis le peuple. Et embrasser le peuple, donner le pouvoir au peuple, c'est notre raison d'être, l'essence même de notre projet historique. Sur cette voie, nous prospérerons toujours, toujours, quelles que soient les circonstances. Notre décision absolue est de rester fidèles au serment de mener notre patrie vers la grandeur. Mais pour que le Venezuela soit grand, nous ne devons faire de mal à personne. N'est-ce pas ? Tout comme les États-Unis, qui aspirent à retrouver leur grandeur. Eh bien, qu'ils y parviennent par l'effort, par le travail, par une vocation pacifiste. Et non par les menaces, ni par la guerre. Trop c'est trop, nous ne voulons plus de guerres. Ce sont des convictions. Nous sommes guidés par des convictions, des engagements, des serments et une force divine et sacrée qui transcende le visible. Car Dieu est avec nous, et comme le dit notre peuple : « *Si Dieu est pour nous, qui sera contre nous ?* » Ainsi, la victoire, en toutes circonstances, nous appartiendra toujours. C'est pourquoi nous avons la tranquillité, la sérénité et la certitude de défendre la cause la plus juste qui ait jamais été défendue. Et que la victoire de la paix nous appartient.

IR : Merci, Monsieur le Président, et bonne année !

(Cet entretien a été enregistré pour la télévision. Sa durée totale est de 1 heure et 4 minutes. Cette version écrite est plus courte. Je l'ai moi-même remaniée, en supprimant les points moins importants et en conservant les éléments essentiels, ceux qui sont le plus étroitement liés à l'actualité internationale. IR.)

Source : https://www.jornada.com.mx/noticia/2026/01/01/mundo/nicolas-maduro-al-pueblo-de-eu-le-digo-que-aqui-en-venezuela-tiene-a-un-pueblo-amigo

Traduction : Thierry Deronne, Venezuelainfos

Notes (du traducteur) :

(1) Galette de maïs présente dans les repas quotidiens au Venezuela.

(2) Télécharger le "Libro azul" de Hugo Chávez : http://www.psuv.org.ve/wp-content/uploads/2013/10/libroazul.pdf. Dans ce texte de 50 pages, rédigé en 1990, le futur président développe l'idéologie et la vision bolivariennes basées sur « l'arbre aux trois racines » : Simón Bolívar, Simón Rodríguez et Ezequiel Zamora. Sur toute cette spiritualité qui émane des racines indigènes, afrodescendantes, et les religiosité et culture populaires de résistance, lire de Carlos Ron : "Saint José Gregorio Hernández and the Splendour of Venezuelan Popular Resistance" (décembre 2025), https://thetricontinental.org/art-bulletin-jose-gregorio-hernandez/

(3) Radio Bemba, "bouche à oreille". Au Venezuela comme en Amérique Latine, la communicativité verbale est première.

(4) "Âme en peine", "pleureuse esseulée", figure magique de la culture populaire et des chansons

paysannes.

(5) Le PSUV est le principal parti chaviste, http://www.psuv.org.ve/psuv/.

(6) Coalition des partis progressistes soutenant la révolution bolivarienne.

(7) Vaste région rurale de l'Ouest du Venezuela.

(8) Figure centrale de la spiritualité populaire, Guaicaipuro (1530-1568) fut un des leaders des peuples autochtones qui résistèrent à l'invasion des espagnols, avant d'être assassiné par eux.

(9) Général des "terres et hommes libres", Ezequiel Zamora (1817-1860) mobilisa une armée populaire contre l'oligarchie terrienne restaurée après la mort de Bolivar et fut assassiné par elle. Hugo Chávez en a fait un précurseur du socialisme bolivarien.

URL de cet article : https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/01/nicolas-maduro-au-peuple-etats-unien-je-dis-ici-au-venezuela-il-a-un-peuple-ami-interview-par-ignacio-ramonet-31-decembre-2025/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire